

Sur le chemin de l'école d'Aït Atman,
Moyen Atlas, Maroc. ©B. Rennes

DOSSIER

AVENIR DES PROJETS

**REGARDS DES MEMBRES
VERS LE FUTUR**

PAGES 2-3

« Les projets au Cameroun ont été construits sur une logique partenariale, en associant des autorités et des experts, au Nord comme au Sud. »

STÉPHANE BERDAT,
CHEF DU SERVICE DE LA
COOPÉRATION DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



ENTRETIEN : STÉPHANE BERDAT, CHEF DU SERVICE DE LA COOPÉRATION DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Géographe de formation, spécialiste d'économie régionale et de transports, Stéphane Berdat a pris, il y a plus de 20 ans, les rênes du Service cantonal de la coopération, en premier lieu pour y développer les relations avec les régions voisines, de Suisse et de France. Il y a « hérité » de la problématique de l'aide au développement, notamment le suivi des projets cantonaux du Cameroun. Pour le bulletin de la FICD, Stéphane Berdat revient sur la genèse du programme africain et détaille l'avenir de ce projet.

Pouvez-vous nous décrire la genèse du projet Cameroun, ses différents volets, ses objectifs, les bénéficiaires du projet ?

L'intervention du Jura au Cameroun a débuté, il y a plus de 20 ans, suite à une mission de parlementaires jurassiens à Yaoundé. Le Canton a démarré son action par le secteur de la santé puis l'a complétée, quelques années plus tard, dans le secteur du développement agricole. Les bénéficiaires des projets sont clairement les populations des régions concernées.

Dans le domaine sanitaire, l'intervention du Jura concerne la mise en œuvre des soins de santé primaire dans trois départements de la Province du Centre du Cameroun, couvrant une population de 400'000 habitants, sur un vaste territoire de brousse. En conformité avec la politique sanitaire du Cameroun et en partenariat avec le Ministère concerné, le projet vise l'amélioration de la santé des habitants de cette zone, avec un accent particulier pour les plus démunis. Les résultats obtenus à ce jour sont considérés comme exemplaires par les autorités camerounaises qui les ont transposés dans d'autres régions du pays.

Dans le domaine du développement rural, l'intervention du Jura concerne le soutien à l'économie rurale dans un département de la Province du Centre du Cameroun, par la création d'un Institut agricole dédié plus spécialement à la promotion de l'entrepreneuriat agricole. Cet institut agricole accueille plus de 500 étudiants. Il est aujourd'hui dirigé par un Conseil d'administration présidé par le Ministre camerounais de l'agriculture et qui compte en son sein l'Ambassadeur de Suisse au Cameroun. A l'initiative des autorités camerounaises, les formations reliées à l'entrepreneuriat agricole seront prochainement étendues, selon des modalités à définir, à l'ensemble de la région du Centre, voire dans les régions voisines.

Quels sont les particularités et les intérêts à mener un projet de coopération « d'Etat à Etat » ?

L'implication des cantons dans l'aide publique au développement est un sujet d'actualité au niveau de la Confédération et de la DDC. Etant donné les vastes compétences dont les cantons disposent dans des domaines clés du développement, tels la formation ou la santé, ils sont naturellement à même d'en relever les défis. Si l'on prend en compte l'expérience jurassienne au Cameroun, on peut identifier les intérêts et particularités suivants dans la coopération « d'Etat à Etat » : au niveau du travail sur le terrain, la relation au niveau étatique sert manifestement les intérêts des populations concernées par les projets. En effet, ces derniers sont couverts par des accords liant le Gouvernement de la République du Cameroun au Conseil fédéral, agissant au nom du Jura. Ces accords leur assurent une forme de protection, de même qu'une grande visibilité et un engagement clair des autorités nationales camerounaises. Les exemples qui montrent la réalité de cet engagement et dont profitent les populations ne manquent pas. Il est parfaitement évident qu'en dehors d'une action étatique, jamais le Gouvernement camerounais ne s'engagerait de la sorte pour des projets de taille aussi modeste.

Il est par ailleurs intéressant de constater qu'en Afrique l'action du Jura et celle de la Confédération se confondent. Au Cameroun, les projets jurassiens sont assimilés à des projets confédéraux. Cela est d'autant plus important que la coopération suisse n'est pas présente sur place. Aujourd'hui, les autorités fédérales encouragent très ouvertement le Jura à poursuivre un engagement qui sert les intérêts de la Suisse, en la positionnant de manière positive dans un pays important pour notre diplomatie et sa stratégie de maintien de la paix.

A un autre niveau, on observe que, dans les cantons impliqués directement dans l'aide au développement, les opinions publiques sont plus favorables qu'ailleurs à ce type de politique. En cette période marquée par une tendance forte au repli sur soi, l'argument n'est pas à négliger.

Quels sont les impacts durables observés depuis le début du projet ?

Il est aujourd'hui indéniable qu'au regard des sommes en jeu l'impact des projets jurassiens est tout à fait remarquable. Il est reconnu, en Suisse comme au Cameroun.

Cependant, dans un monde en perpétuel mouvement, et qui plus est dans une région du monde marquée par le sous-développement, la notion de durabilité est très approximative, sauf à être extrêmement prétentieux. L'évolution des technologies et des contextes politiques et sociaux requière des ajustements constants et il n'est pas d'acquis qui ne soient une fin en soi. Ils ne sont en définitive que les étapes d'un processus extraordinairement vaste auquel ils doivent constamment être reliés. Dans ce contexte, et compte tenu des moyens à disposition, le canton du Jura a choisi d'inscrire son action dans la durée, pour agir de manière constructive et permanente sur les acquis intermédiaires des projets. Au final, ce qui s'est véritablement inscrit dans la durée, c'est le respect que l'engagement à long terme du Jura et les résultats obtenus suscitent au sein des populations et autorités concernées.

Quelles sont les perspectives d'autonomisation du projet Cameroun et quels sont les axes de développement pour l'avenir ?

La notion d'autonomisation renvoie indirectement à la nécessité, pour la partie camerounaise, de s'affranchir d'une forme de tutelle jurassienne. Les projets au Cameroun

ont été construits sur une logique partenariale, en associant des autorités et des experts, au Nord comme au Sud, engagés dans des projets exigeants, pour lesquels les apports des uns et des autres se complètent et se « fertilisent ». Dans ce contexte, l'autonomisation totale est même un non-sens. Au plan financier, les domaines et sous-projets ayant fait l'objet d'une participation jurassienne ont varié avec le temps, de même que leur portée géographique. Ces évolutions, à l'interne des projets, ont permis de maintenir les partenariats sur des bases dynamiques, d'élargir les champs d'activités, tout en assurant et vivifiant les acquis des projets.

Les phases de programmation en cours se terminant à fin 2017, les débats sur l'avenir des projets ne sont pas encore véritablement ouverts. La seule certitude est qu'il appartiendra prioritairement aux autorités et partenaires concernés de définir les axes de développement •

STÉPHANE BERDAT

CHEF DU SERVICE DE LA COOPÉRATION
DU CANTON DU JURA
www.jura.ch



Mme la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga en visite à l'Institut agricole d'Obala. ©IAO

Lors de sa visite d'Etat au Cameroun, Mme Sommaruga, accompagnée par M. Gattiker, Secrétaire d'Etat aux migrations, a inscrit à son programme une visite de l'IAO. Elle a été reçue par le Ministre camerounais de l'agriculture, par ailleurs président du Conseil d'administration de l'Institut, et elle était accompagnée de l'Ambassadeur de Suisse au Cameroun, qui est aussi membre du Conseil d'administration de l'IAO. Impressionnée par ce qu'elle a découvert, Mme Sommaruga s'est réjouie de l'engagement du canton du Jura au Cameroun et a encouragé les partenaires à poursuivre leur collaboration.

Éditorial

Projets à venir avenir des projets

La crise actuelle des migrants, et peu importe le nom qu'on leur donne, qu'ils fuient les guerres ou soient réfugiés économiques, climatiques ou politiques, oblige brusquement la population de l'hémisphère nord à la réflexion. Réfléchir à l'avenir, au sien, à celui du pays, du continent, du monde. Il s'agit aujourd'hui de trouver une solution rapidement, les premiers relents xénophobes se répandent déjà en Europe.



Les pays du Nord ne pourront, ni ne voudront accueillir tous les migrants du Sud qui frappent à leur porte. L'issue se trouvera dans la concertation et surtout dans les projets d'aide au développement.

Fin octobre, la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, était en Ethiopie, pays prioritaire de la coopération internationale de la Suisse. Le pays joue un rôle crucial pour la stabilité et la sécurité de la région, en proie à de nombreux conflits. Par ailleurs, l'Ethiopie accueille beaucoup plus de migrants que n'importe quel autre pays d'Afrique. En l'aidant et en protégeant les réfugiés dans leur région d'origine élargie, la Suisse montre un exemple de projets qu'il faudra mener à l'avenir. Mais parallèlement, le Conseil fédéral annonce des allègements budgétaires dans la coopération internationale dès 2017. Il entend couper jusqu'à 250 millions de francs d'ici 2019...

Heureusement, les petites ONG, comme celles de la FICD, même avec peu de moyens, font la différence pour des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes. Le salut et l'émancipation viendront de la solidarité entre les peuples •

JACQUELINE PARRAT

MEMBRE DE LA COMMISSION
D'INFORMATION DE LA FICD
www.ficd.ch

LES BÂTISSEURS D'AVENIR

« Si vous, les associations, vous avez investi une somme d'argent, moi je la multiplie par le nombre d'années que cet établissement aura vécu et par le nombre d'enfants qu'il aura hébergé », intervient Mohammed Mourchid. Au nom des habitants, cet élu de la commune d'El Hammam improvise un discours enthousiasmant. Ce samedi 18 septembre 2015, nous inaugurons la maison d'accueil de Bouchbel, un internat construit dans le Moyen Atlas, au Maroc. Une construction qui adoucira la vie de nombreux enfants, pour qui le chemin de l'école est un véritable périple. Ce projet a été mené par l'association CormoAtlas, de Cormoret, et son partenaire local, l'Association Tighza Atlas de Développement. Il est soutenu par la FICD, via des fonds du Canton de Berne et de la Confédération. Mandaté par le Comité de la fédération pour la représenter à cette inauguration, le secrétariat est parti à la rencontre des acteurs du projet et plus particulièrement des bénéficiaires.



Rencontre avec les familles Nouhy et Miame, bénéficiaires de l'ATAD et de CormoAtlas.
©Bruce Rennes

Notre véhicule s'immobilise à cinq cents mètres de l'objectif, la dernière partie du trajet s'effectue à pied. Le temps est orageux. Nous prenons un petit chemin rocailleux, légèrement escarpé. Parvenus au sommet d'une colline, nous distinguons notre destination finale. Le sentier file vers un ensemble d'habitations construites de paille et de terre pour les murs, de bois et de plastique pour le toit.

Arrivés à proximité des maisons, nous sommes accueillis par un homme vêtu d'une djellaba bleue. Il est très vite rejoint par le reste de la famille. Parmi les enfants, on ressent un mélange de curiosité et de crainte. Trois familles demeurent ici : les deux frères Nouhy, avec femmes et enfants, et leurs voisins, la famille Miame. Elles vivent de l'élevage et de l'agriculture. Nos hôtes ne parlent que le berbère ; nos accompagnateurs assurent la traduction. Quatre des filles de la famille Nouhy seront hébergées dans l'internat de Bouchbel. Le garçon, Youssef, lui, est déjà pensionnaire de la maison d'accueil de Tighza. Pour cela, les enfants parcourent cinq kilomètres à pied pour se rendre jusqu'au bord de la route principale. Là-bas, un autobus de l'ATAD les attend pour les conduire à l'école.

Jusqu'à trois heures de marche par jour

Trois heures de marche quotidienne sont nécessaires pour effectuer l'aller-retour. Un trajet éprouvant, avec de nombreux obstacles. Si les cours d'eau sont asséchés l'été, ils deviennent dangereux l'hiver. Les deux rivières qui croisent le chemin des enfants forment une sorte de delta infranchissable lorsqu'elles débordent et se métamorphosent en un torrent d'eau et de boue. Le chef de famille raconte « L'hiver la route est dangereuse. Au retour de l'école, s'il y a beaucoup d'eau, les enfants sont bloqués. Nous nous arrangeons alors avec les voisins pour qu'ils dorment chez eux. »

Si les cours d'eau sont asséchés l'été, ils deviennent dangereux l'hiver. Les deux rivières qui croisent le chemin des enfants se métamorphosent en un torrent d'eau et de boue.

AU MAROC, l'école est obligatoire et gratuite, depuis 2002, pour tous les enfants de 6 à 15 ans. Toutefois, malgré le jaillissement d'écoles fraîchement construites, ces nouvelles infrastructures ne profitent pas à tous. Dans les zones rurales, de nombreux obstacles empêchent un enfant d'aller à l'école. Les raisons de ces échecs trouvent leurs origines dans l'éloignement des écoles, l'isolement des habitats et l'inexistence des moyens de déplacement. La pauvreté des familles, qui ont besoin de bras pour les travaux des champs et qui ne peuvent acheter le matériel scolaire ou des vêtements, s'ajoute à ces difficultés.

Quitter sa maison avant l'aube, arriver en classe fatigué et devoir apprendre ses leçons dans une langue que l'on ne connaît pas (l'arabe, pour les Berbères), explique que certains enfants abandonnent rapidement. Le développement de transports scolaires, d'écoles satellites réunissant quelques élèves ou encore la construction de maisons d'accueil sont quelques-unes des solutions imaginées par des associations telles que Tighza Atlas de Développement pour lutter contre cette fatalité.

Le 4x4 de l'Association Tighza Atlas de Développement (ATAD) abandonne la route bitumée pour s'engager sur une petite piste en terre. Le paysage se resserre, le relief est davantage vallonné. Nos guides, Rachid Chergui et Ahmed Boukbir, les deux secrétaires généraux de l'ATAD, nous conduisent à la rencontre de bénéficiaires du projet. Un périple de quelques kilomètres qui esquisse les contours des difficultés rencontrées par les élèves ; le genre d'itinéraire qui invite à la réflexion sur le courage nécessaire pour se rendre à l'école afin de saisir une chance de se façonner un avenir moins précaire.

Nous remarquons quelques habitations isolées aux alentours de la piste. Des constructions fragiles, de bien faibles remparts contre les intempéries. Notre véhicule traverse plusieurs rivières. En cette période de l'année, les cours d'eau sont secs. « Les habitants creusent des puits autour de leur maison pour trouver de l'eau. Lorsqu'une poche d'eau est sèche, ils creusent un nouveau puits », explique Rachid.

« Ils nous invitent à prendre le thé », traduit Rachid. L'hospitalité marocaine n'est pas un vain mot. Nous retirons nos chaussures avant de pénétrer à l'intérieur de l'habitat. Nous nous asseyons sur le tapis, autour d'une petite table. Notre hôte apporte une carafe d'eau chaude et en verse le contenu sur nos mains pour les laver. Cette invitation est une véritable romance pour nos papilles gustatives : de l'huile d'olive, du miel, des œufs, du pain, des baghrirs (crêpes) et des gâteaux. Tout en dégustant les plats, l'entretien reprend. Notre hôte s'en remet à Dieu pour la future organisation familiale et notamment pour garder le troupeau en l'absence des enfants: « Nous savons qu'il faut sacrifier le présent pour préparer l'avenir de la famille, explique-t-il. Le plus important, c'est l'éducation des enfants. » La douceur de ses mots et de ses gestes laisse entrevoir un sentiment apaisé. Il est rassuré de savoir les enfants en sécurité à l'internat.

Nous reprenons la route. A la lueur des informations reçues lors de cet entretien, le retour est l'occasion de se préoccuper une nouvelle fois des difficultés du chemin de l'école. Des heures de marche sur un sentier caillouteux, avec de mauvaises chaussures, le froid de l'hiver, la chaleur étouffante de l'été et les dangers liés aux conditions climatiques. Mais, dans nos conversations, aucune plainte, un sourire solidement accroché au visage et une foi inébranlable.

A présent, l'orage gronde. Les premières gouttes de pluie s'écrasent sur le sol. Abrités sur une terrasse de café, Rachid nous résume la situation : « Les familles n'imaginent pas qu'il est plus facile de vivre ici que de rejoindre les bidonvilles. En ville, les ruraux n'ont pas de métiers pour leur permettre de survivre. A la campagne, malgré les difficultés, ils peuvent vivre de l'élevage, de l'agriculture ou du tourisme. L'amélioration des conditions de vie des populations du Moyen Atlas ne passe pas par l'exode, mais bien par le développement des zones rurales, en facilitant l'accès à l'éducation des filles et des garçons. »

Un internat au cœur d'une région rurale

La maison d'accueil de Bouchbel est le quatrième complexe construit et géré par l'ATAD. Le choix de son emplacement n'est pas le fruit du hasard. Le bâtiment est construit au cœur d'une zone dont l'activité principale est l'élevage, synonyme de



Rachid Chergui et Ahmed Boukbir, secrétaires de l'ATAD, devant la maison d'accueil de Bouchbel.
©B. Rennes

transhumance et donc de déplacements réguliers. « Cet établissement assurera aux enfants la stabilité et la quiétude nécessaire pour lancer sur de bonnes bases leur scolarité », explique Mohamed Mourchid, un élu de la commune. « J'ai le grand espoir que cet établissement donnera des cadres qui honoreront la région. » Il conclut sur l'importance de l'égalité entre les filles et les garçons, sur l'importance du rôle de la femme « la femme marocaine est en train de bosser pour avoir sa place ! »



Soukaim et Bouchra, 12 ans, bénéficiaires.
©B. Rennes

Dans les faits, l'internat n'est pas terminé. Initialement prévu pour cent soixante élèves, les besoins ont été réévalués, pour atteindre le chiffre de deux cent soixante internes. Ainsi, les financements vinrent à manquer pour concrétiser l'ensemble du projet. Toutefois, l'essentiel est là : un internat pour les filles et les garçons, un réfectoire et des sanitaires. Cette première tranche occupe 1'100 m2 sur les 2'400 m2 totaux du projet.

A la recherche du témoignage d'élèves,

on me présente Soukaim et Bouchra, deux jeunes filles de douze ans. Elles me sont décrites comme les meilleurs élèves de l'école. D'abord un peu intimidées, elles se libèrent peu à peu. Elles répondent à mes questions, traduites par leur enseignant. Chaque matin, les filles quittent leur domicile vers six heures et marchent presque deux heures pour aller à l'école. Comme elles, plus de la moitié des élèves de l'école Bouchbel parcourt de nombreux kilomètres pour venir en classe. Soukaim confie son enthousiasme et se réjouit d'être hébergée et de vivre sur place. « Certains parents nous disent que nous avons changé le rythme de la maison, explique Mohamed Ait Khouya - le président de l'ATAD. Les enfants transposent chez eux ce qu'ils ont appris à l'internat, comme manger à l'heure et équilibré, par exemple. »

Quel avenir pour le projet ?

Abdel Zalagh, heureux président de CormoAtlas, est fier du travail accompli. Toutefois, alors que le projet est arrivé à son terme, quelle suite donner à ces quatre années d'activité ? « Il reste du travail à accomplir. Le soutien à l'ATAD va donc continuer, mais de manière plus modeste, uniquement via les fonds de notre association, sans fonds institutionnels additionnels. » La récolte de fonds est un travail de longue haleine. Au-delà d'une simple recherche d'argent, cette approche favorise un ancrage local et permet la sensibilisation des populations du Nord à la coopération internationale. Une manière de penser régulièrement à ceux qui se battent quotidiennement pour l'éducation des populations défavorisées ●

BRUCE RENNES

CHARGÉ DE PROJETS, FICD
www.ficd.ch

DES SUCCÈS MALGRÉ L'ÉPIDÉMIE

La FICD soutient depuis 2011 les Ecoles de l'Espoir, pour la construction et l'équipement d'un collège à Fria en Guinée Conakry. Un projet qui, malgré la crise d'Ebola, va sortir une première promotion de trente élèves en 2016.



Redonner de l'Espoir en scolarisant les enfants de Fria. ©Ecoles de l'Espoir

La crise d'Ebola fut handicapante, tous les projets furent stoppés. S'est ajouté à ce drame une crise économique, liée à la fermeture de l'usine qui employait une large partie des habitants à Fria. C'est un constat : de nombreux facteurs externes influencent l'existence des projets de développement.

Toutefois, parmi les bonnes nouvelles, l'électricité est arrivée grâce à la construction d'un barrage sur un fleuve près de Fria. La ville s'éclaire désormais d'une belle électricité, stable et sans coupure.

Maintenant que le collège est opérationnel, l'association va se concentrer sur de futurs objectifs. Bien évidemment, dans l'attente d'une reprise économique, nous assumons la pérennité financière du projet, les bénéficiaires n'ayant pas encore les moyens de participer financièrement aux salaires des enseignants ou à la maintenance des bâtiments. Les orientations stratégiques futures des Ecoles de l'Espoir

dépendront du prochain voyage sur le terrain, qui aura lieu en début d'année prochaine. Des discussions avec notre partenaire local permettront de déterminer les axes essentiels à développer.

Une première piste est d'envisager la mise en œuvre d'une filière de formation professionnelle post-collège. Sachant que tous les élèves n'iront pas au lycée, il est dès lors indispensable de leur offrir la possibilité d'apprendre un métier.

L'impact de notre projet sur nos bénéficiaires est important. Du point de vue des résultats scolaires, à l'issue de la primaire, notre école est le seul établissement scolaire de Fria qui bénéficie d'un taux de succès de 100 %. Cette réussite est encourageante et est un vecteur essentiel pour la mobilisation de nos bénévoles, donateurs et partenaires, en Suisse comme en Guinée ●

KASONGO MUTOMBO

PRÉSIDENT DES ÉCOLES DE L'ESPOIR

UN PROJET QUI NE VOIT PAS LA FIN

Il y a quelques années déjà, nous informions tous nos membres, ainsi que nos partenaires, que notre projet pour la construction d'un site de traitement des boues de vidange issues des latrines familiales était prêt. Suite au voyage de 2011, le projet, en collaboration avec deux experts suisses, avait été finalisé. Le terrain avait été acheté et des conventions entre notre partenaire local, l'ONG N'Kotchoyem, et la mairie, nouvelle propriétaire de la parcelle, avaient été signées.

Suite à ces différents événements marquants dans le déroulement du projet, nous avons démarré la recherche des fonds nécessaires à la construction. Vu les finances très saines de notre association, nous avons prévu de démarrer la construction en 2013.

Malheureusement, et avec une énorme frustration de notre part, malgré nos efforts et ceux de notre association partenaire, rien ne s'est passé. En effet, entre temps, la commune a réussi à obtenir l'aide de la Banque Africaine de Développement, comme bailleur de fonds principal, ainsi que de Facilité Africaine de l'Eau, en tant que consultant technique. Malgré

*Le site actuel attend vainement la construction.
©Roger Tchédre, N'Kotchoyem.*



des débuts intéressants (échange d'expériences, de documents, etc.) et qui semblaient prometteurs, force est de constater que, depuis presque deux ans, plus rien ne s'est passé. Nous avons essayé par tous les moyens d'obtenir des informations, mais le projet semble bloqué quelque part et nous n'avons pas de nouvelles directes ou indirectes, via notre partenaire local, sur l'évolution actuelle et future de celui-ci.

Cela fait donc quelques temps que nous espérons une reprise marquée du projet, avec une avancée dans la construction du site de dépotage. Certes, cette situation n'est pas encourageante, mais nous devons faire avec, et nous avons décidé d'attendre encore quelques mois pour voir si enfin quelque chose bougeait. Si cela ne devait pas être le cas d'ici le milieu de l'année prochaine, nous pourrions envisager d'arrêter définitivement nos activités sur ce site et nous déciderions alors d'une nouvelle orientation pour notre association.

La situation est loin d'être idéale et les espoirs que nous avons placé dans la réalisation du site de dépotage, suite à notre visite de 2011, et aux efforts consentis par

la Mairie pour acquérir le terrain proposé, ont laissé place à un certain désespoir. Nous avons toujours dit que nous souhaitions « boucler la boucle » (construction de latrines, puis moyen de vidanger les latrines, puis traitement de boues ainsi récoltées, puis utilisation de l'engrais ainsi produit) avant d'investir dans la construction de nouvelles latrines. Au vu des derniers événements, nous en sommes encore bien loin.

Nous sommes cependant convaincus que notre manière de procéder est la meilleure et qu'elle respecte notre logique qui consiste à dire que tout projet, qu'il soit humanitaire ou d'aide au développement, doit être pensé et construit en tenant compte de tous les paramètres et qu'il convient, au cas où ceux-ci ne sont pas respectés, de se rendre à l'évidence que le projet en question n'est pas une priorité pour les autorités que nous souhaitons accompagner dans leur évolution et qu'il est préférable d'y renoncer ●

FEDERICO FERRARIO

PRÉSIDENT DE LATRINE TOGO
www.latrinetogo.org

SPORT ET MOBILITÉ POUR FAVORISER UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF AU BURKINA

Depuis sa fondation en 2002, Handicap Solidaire s'engage dans le développement du sport en fauteuil roulant au Burkina. Envois de matériel, formations, et, dès 2005, fabrication locale de handbikes et fauteuils de basket. Au départ, tout se passe à Ouagadougou. Mais par la suite, avec le projet cofinancé par la FICD de 2013 à 2014, deux équipes de basket sont créées dans des petites villes de Province.

Jusque-là, Handicap Solidaire n'a pratiquement aucun soutien ni synergies dans le domaine, en dehors de la DDC et de la FICD, toujours prêtes à s'engager dans le développement par le sport. Les structures locales sont compliquées, voire paralysées par la corruption et le manque de financement.

Finalement, cette année, la situation semble se débloquer enfin, par deux commandes locales de fauteuils pour des équipes de basket. A Garango, une école inclusive est créée et les professeurs sont initiés au basket en fauteuil par Handicap Solidaire Burkina. L'association Kassibaga, soutenue depuis la Suisse, finance le matériel et les formations pour une équipe de basket dans la deuxième ville du pays Bobo Dioulasso. Dans la foulée, Mouv 'Burkina, association d'étudiants de l'école d'ergothérapie de Lausanne, vient de financer les fauteuils et les formations pour deux nouvelles équipes de basket.

Les personnes handicapées ne peuvent pas se rassembler spontanément pour

pratiquer un sport entre elles. Les perspectives de développement du sport handicap en Afrique de l'ouest sont compromises parce que les Fédérations internationales et mondiales des différents sports n'ont pas conscience de leurs responsabilités. Et les autorités, quant à elles, ne touchent le sujet que du bout des doigts, et au mieux, jusqu'ici, en lançant des encouragements...

Mais les dures réalités et le manque d'ouverture sont balayés par l'enthousiasme et la motivation des personnes qui se passionnent pour le sport, et le pratiquent assidument, malgré le manque de reconnaissance et de compétitions.

Un moyen de déplacement léger, qui combine le fauteuil roulant et une partie vélo démontable, offre un avant-goût du sport et la possibilité, à tous les usagers, de s'y initier et de pratiquer un sport de masse, sans disposer, en plus, de matériel spécialisé. En faisant la promotion de ce modèle et en commençant à le diffuser dans les Provinces du Burkina, Handicap



Fauteuil et vélo = je vais où je veux. © Paul Ouedraogo

Solidaire et Velafrica veulent donner ce signal de la mobilité et du sport au service de l'intégration.

Tous les espoirs sont possibles avec des autorités à venir, plus soucieuses de justice sociale, de développement inclusif... et un peuple qui sait qu'il a son destin en main ●

PHILIPPE BEURET

PRÉSIDENT D'HANDICAP SOLIDAIRE
www.handicapsolidaire.ch

NOUVELLE PLANÈTE ADHÈRE À LA FICD

Nouvelle Planète vient très récemment d'adhérer à la FICD et est fière de faire désormais partie du réseau d'organisations inter-jurassiennes qui œuvrent pour le développement et la coopération.

Notre section jurassienne est constituée autour de Jeremy Narby qui gère nos projets en Amazonie péruvienne depuis Porrentruy. Des projets d'éducation bilingue et interculturelle et de démarcation des terres des Indiens permettent une autonomie des peuples indigènes. Nous concrétisons aussi le jumelage entre la commune de Haute Ajoie et le village de Ouindigui au Burkina Faso et organisons des voyages d'entraide en Afrique et en Asie.

L'autonomie des projets est une préoccupation majeure qui dicte nos stratégies et nos choix dans onze pays du Sud. Grâce à une approche « bottom-up », tous les projets répondent à des besoins exprimés par les populations locales, le plus souvent

en zone rurale. Grâce à un suivi rigoureux de nos équipes de coordination locale, nous visons à ce que les communautés s'approprient les projets rapidement et améliorent leur situation sur le long terme. Nouvelle Planète n'impose en aucune manière sa façon de voir les choses, et s'appuie constamment sur des compétences locales ou régionales. Les bénéficiaires doivent pouvoir gérer le projet et le faire perdurer, si possible avec des effets multiplicateurs. Les évaluations sur le long terme et l'accompagnement restent primordiaux, mais l'autonomisation reste une priorité et un gage de durabilité ●

PHILIPPE RANDIN

DIRECTEUR
www.nouvelle-planete.ch

Projet de création de piscicultures dans une communauté indigène d'Amazonie péruvienne. ©Jeremy Narby



EN AYANT TOUTE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le temps est arrivé pour moi, après plus de vingt ans de présidence de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement, de quitter ma fonction.

En 1994, j'exprimais, avec d'autres responsables d'associations et de fondations ayant des projets de développement au Sud ou à l'Est, le besoin que nos organisations soient reconnues et soutenues par l'État. Il m'est bien vite apparu que les échanges entre elles renforceraient mutuellement le savoir et le savoir-faire de chacune. L'information du public jurassien pour créer un terreau favorable aux levées de fonds, obligation inévitable pour des organismes privés pour financer leurs propres projets, allait devenir une tâche commune. À l'évidence l'union faisait la force ! C'est ainsi que la dénommée alors Fédération jurassienne de coopération au développement est née.

Au début, ma conception du développement des pays les moins avancés tenait davantage de l'« aide » des pays nantis aux pays « pauvres » que de la « coopération » et du « partenariat ». Je n'avais comme base, il est vrai, que des théories socio-économiques et quelques courts séjours en Afrique de l'Ouest. Mon cœur était sensible aux inégalités et je m'indignais que le Nord « pillât » les ressources du Sud sans en payer le juste prix.

L'importance des associations résidait alors pour moi dans leurs actions de solidarité ici et au Sud, voire à l'Est. Elles sont facteur de sensibilisation de l'opinion publique, ici, et contributrices au développement, au Sud et à l'Est.

La présidence de la FICD m'a stimulé dans ma recherche de la meilleure

façon de concevoir le développement des peuples des pays les moins avancés, mais aussi de revisiter celui des pays occidentaux. L'introduction de partenariats formalisés entre les organisations du Nord et leurs correspondantes du terrain, au Sud ou à l'Est, m'est apparue comme un acte d'équité établissant une relation égalitaire de collaboration. Nous autres, gens du Nord, avons aussi à apprendre des gens du Sud.

Mes vœux pour l'avenir de la FICD tiennent dans les termes d'élévation de la conscience de mes concitoyennes et concitoyens dans la nécessaire lutte contre les inégalités, facteurs de pauvreté, de jalousies, moteurs de guerres et de mouvements d'émigration.

Je souhaite que les échanges de compétences Sud-Sud créent des solidarités qui favorisent les reconnaissances mutuelles.

J'engage la FICD à toujours veiller à la qualité des projets de ses membres, même si cette exigence peut paraître « casse-pieds » pour les bénévoles qui les composent. C'est à ce prix que la survie de leurs associations est garantie.

Je souhaite enfin que la FICD trouve les moyens de financer ses activités. Elle doit maintenir son effort sur ce point. L'argent pour les projets, lui, est plus facile à trouver ●

GABRIEL NUSBAUMER
PRÉSIDENT DE LA FICD
www.ficd.ch

Agenda

GRAND LOTO HUMANITAIRE DE L'ASSOCIATION FUSAM

Samedi 2 janvier 2016, halle polyvalente de Glovelier à 15 h

13'000.- de prix, 50 tours + 1 royale.

CALENDRIER LATRINE TOGO

Le calendrier 2016 est disponible !

Pour vos commandes, rendez-vous sur : www.latrinetogo.org. Prix : Fr. 20.-



ABONNEMENT VOLONTAIRE :

Suite aux courriers accompagnant notre dernière édition, c'est avec une grande satisfaction que nous avons reçu plusieurs souscriptions volontaires à notre bulletin d'information.

Nous tenons à remercier nos généreux lecteurs pour leur contribution.

Pour rappel, vous pouvez nous soutenir en contractant volontairement un abonnement annuel de CHF 30.-. Grand merci d'avance !

CHF 67 8000 2000 0021 2799 6

Prochaine parution

Prochaine parution du bulletin d'information de la FICD le 4 mars 2016. Merci de transmettre vos articles sous format "Word" avec photos avant le 1er février 2016, par courriel, à b.rennes@ficd.ch.

BULLETIN N°31 - THÈME :

Le fil rouge de l'année 2016 traitera de l'éducation et de la formation comme socle du développement. Le bulletin n°31 s'intéressera plus particulièrement à la scolarité obligatoire, aux orphelinats et aux enfants des rue.

Impressum

Le bulletin de la FICD paraît quatre fois par an.

Commission d'information :

Eugénie Bron, Emilie Vuilleumier, Jacqueline Parrat, Jean-Pierre Maître, Bruce Rennes.

Tirage total : 1000 exemplaires. Disponible sous format électronique sur www.ficd.ch.

FICD, Fédération interjurassienne de coopération et de développement

Place de la Poste 3 - 2800 Delémont 1

+41 32 422 88 36 - info@ficd.ch / www.ficd.ch